

La France militaire en Afrique : un mauvais investissement économique

Publié: 24 septembre 2019, 21:01 CEST • Mis à jour le : 25 septembre 2019, 09:39 CEST

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

directeur de recherches, Institut de recherche pour le développement (IRD)

Thierry Hommel

Economiste, École des Ponts ParisTech (ENPC)



Emmanuel Macron et le président tchadien Idriss Deby en 2017 lors d'un sommet du G5 Sahel à Bamako, destiné à renforcer la coopération de lutte contre le terrorisme dans la région. AFP

Aux yeux de nombreux Africains, la France est intervenue dans le nord du Mali, principalement à partir de janvier 2013, afin de s'approprier un pétrole qui avait vainement été prospecté par les Algériens sans jamais donner lieu à des découvertes en quantités suffisantes pour être commercialisables, voire exportables.

La ritournelle est classique et on la retrouve en 2013 à propos du déclenchement de l'opération Sangaris en Centrafrique, où l'exploitation de gisements d'uranium fut en réalité un coûteux échec industriel pour Areva.

Beaucoup d'observateurs estiment ainsi que les interventions militaires de la France dans son « pré-carré » africain visent à mettre la main sur des ressources naturelles et à préempter le marché intérieur des ex-colonies.

Le propos est souvent relayé en Occident par les Anglo-Saxons et des analystes marqués idéologiquement.

Depuis la fin de la guerre froide, un examen attentif des parts de marché et des investissements en Afrique dément pourtant cette vision. Il n'y a pas de corrélation entre les zones d'intervention de l'armée française et la ventilation géographique des intérêts économiques de l'ancienne puissance coloniale sur le continent (figures 1 et 2).

figure 1 : Les interventions militaires de la France dans le monde en 2019. MAE, Author provided

figure 2 : Les principales Interventions militaires de la France en Afrique depuis 2008. Thierry Hommel, Author provided

L'Afrique subsaharienne n'est pas prioritaire pour le commerce extérieur français

En dehors de l'Europe, les principaux partenaires commerciaux de la France sont les États-Unis et la Chine. L'effacement de l'Afrique de la carte économique est visible à travers les priorités affichées par Bercy.

Parmi les 54 pays désignés comme prioritaires pour le commerce extérieur, seulement huit sont africains, dont quatre au sud du Sahara. Outre le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et l'Égypte, il s'agit du Nigéria, du Kenya, de l'Afrique du Sud et de la Côte d'Ivoire, unique État de la liste à avoir connu un déploiement de l'armée française, en l'occurrence avec l'opération Licorne en 2002-2015.

Alors qu'elles décollaient vers l'Asie (+68 %) et l'Amérique du Nord (+40 %), les exportations françaises n'ont pas non plus progressé sur le continent (+0 %) depuis 2008.

Elles ont même régressé dans les pays des deux zones CFA, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA), y compris sur les théâtres ivoirien, sahélien et centrafricain où l'armée a été déployée.

D'une manière générale, la part de l'Afrique dans les exportations françaises a diminué de moitié en vingt ans, passant de 11 % en 2000 à 5 % du total en 2017. Premier exportateur européen en Afrique jusqu'en 2016, la France a depuis lors perdu son leadership au profit de l'Allemagne.

L'Afrique subsaharienne n'est pas prioritaire pour les investissements français. Soes, Author provided

L'Afrique du Nord concentre par ailleurs près de 50 % des échanges avec le continent. Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie devançant le Nigéria, l'Égypte et l'Afrique du Sud. À eux six, ces pays représentent plus de 65 % du commerce total de la France avec l'Afrique. Quant aux importations de ressources stratégiques comme les hydrocarbures et les minerais, elles proviennent surtout du Nigéria anglophone et de l'Angola lusophone, auxquelles s'ajoutent l'Algérie pour le gaz et le Niger pour l'uranium.

Les zones d'intervention militaire non prioritaires

Les investissements directs de la France sur le continent confirment la déconnexion entre les interventions militaires et l'importance économique des pays ciblés, tant en termes de flux que de stocks.

En 2017, environ un tiers sont allés en Afrique du Nord, notamment au Maroc. Dans un contexte d'expansion des marchés africains, la France a certes multiplié par 10 ses investissements sur le continent entre 2000 et 2017. En termes de stock, la France conserve par ailleurs son rang : le troisième après le Royaume-Uni et les États-Unis. Mais l'Hexagone regarde désormais au-delà du « pré carré » francophone.

En Afrique subsaharienne, les progrès réalisés en 2017 sont essentiellement dus à de nouveaux partenaires comme l'Angola (8,7 Mds d'euros) et le Nigeria (8,6 Mds d'euros). Les stocks d'investissements français en Afrique du Sud, en Côte d'Ivoire et au Sénégal s'élèvent respectivement à 2,5, 2,3 et 2,1 Mds d'euros.

Si l'intervention militaire au Mali avait été, comme certains le suggèrent, motivée par des raisons économiques, son échec n'en serait donc que plus patent.

Depuis 2013, les opérations Serval puis Barkhane n'ont guère été rentables au vu de leur coût, qui a augmenté dans la durée, et de leur incapacité à rétablir les parts de marché de la France, en perte de vitesse dans ses secteurs phares : machines, appareils électriques et électroniques, produits pharmaceutiques, aéronautique, automobile.

Un officier des forces Barkhane patrouille dans le marché de Menaka, au nord-est du Mali, le 27 juin 2019. Marie Wolfrom/AFP

Selon les chiffres du Sénat, qui sont largement basés sur l'amortissement du matériel et l'entretien des troupes engagées sur le terrain, les dépenses consacrées à ces opérations sont passées de 521 millions d'euros en 2014 à 690 en 2017, soit un total cumulé approchant les 2,4 milliards d'euros pour le déploiement d'environ 4 000 soldats.

À titre de comparaison, la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), qui combat les Chebab dans la Corne de l'Afrique, a pu coûter jusqu'à 1 milliard d'euros par an lorsqu'elle comptait 22 000 hommes. Réputée pour son opacité, la coalition montée contre Boko Haram disposerait quant à elle d'un budget inférieur à 500 millions de dollars pour déployer moins d'une dizaine de milliers de soldats autour du lac Tchad si l'on se fie aux chiffres contradictoires des gouvernements au pouvoir dans la région.

In fine, cependant, le coût réel de l'intervention militaire de la France au Sahel s'appréciera surtout en fonction de sa durée et de son poids budgétaire relativement à notre produit intérieur brut. En attendant, les djihadistes sont loin d'avoir rendu les armes et on attend toujours que du pétrole jaillisse miraculeusement des dunes du Sahara au Mali.

À lire aussi : Entre faux djihadistes et faux chasseurs traditionnels, les civils piégés dans le centre du Mali

Déclin économique de la France en Afrique

Le constat est indéniable. Les interventions de l'armée française n'ont pas permis à l'ancienne puissance coloniale de compenser son déclin économique en Afrique, y compris en Libye depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011.

Bien sûr, des esprits chagrins pourront toujours tenter des procès d'intentions et arguer que de telles déconvenues ne prouvent pas l'absence de motivations lucratives. Mais il faudrait alors prouver que les décideurs politiques avaient effectivement des arrières-pensées économiques au moment d'envoyer l'armée française en Afrique. Seuls les historiens, en l'occurrence, pourront vraiment trancher ce débat en dépouillant les archives de l'Élysée.